

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur l'Orateur, c'est la règle. Dans ce cas, la Commission d'appel de l'immigration a probablement conclu qu'il n'y avait aucun danger de persécution en ce qui concerne ces marins, mais la Commission elle-même aura entendu des témoignages sur ce point avant de prendre une décision.

M. Stanley Haidasz (Parkdale): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il la preuve qu'aucun mal ne sera fait à ces hommes s'ils sont expulsés et renvoyés dans leur pays d'origine?

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, la décision a été prise par la Commission d'appel de l'immigration et il y a lieu de croire que la Commission elle-même a examiné tous les faits avant de prendre une décision.

L'hon. George Hees (Prince Edward- Hastings): Le ministre vient de dire que la Commission d'appel avait sans doute examiné tous ces aspects. Voudrait-il s'en assurer auprès du président de la Commission et nous donner la réponse demain?

M. Forrestall: Le ministre voudrait-il s'assurer que les initiatives prises en son nom par l'avocat-conseil se conforment à la politique de donner refuge aux gens au Canada?

L'hon. M. MacEachen: Oui. Je suis persuadé que le ministère se conforme toujours à cette politique.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, puis-je poser à nouveau ma question supplémentaire?

M. l'Orateur: A l'ordre. C'est une instance que le député présente au ministre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NIGÉRIA—L'ÉTABLISSEMENT D'UN EMBARGO INTERNATIONAL SUR L'ENVOI D'ARMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de l'urgent appel de l'archevêque de Canterbury à Westminster, exhortant le gouvernement du Royaume-Uni à participer à l'établissement d'un embargo international sur l'envoi d'armes à l'une ou l'autre des parties au conflit entre le Nigéria et le Biafra, le ministre nous dirait-il si le gouvernement canadien présentera ou renouvellera, selon le cas, ses instances à ce sujet?

[M. Forrestall.]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le Canada, heureusement, ne fournit pas d'armes dans le conflit actuel. Le premier ministre et moi avons souvent exprimé l'avis qu'aucun pays ne devrait expédier des armes au Nigéria. Le gouvernement canadien est toujours du même avis à ce sujet.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre dirait-il à la Chambre s'il a reçu une demande officielle de l'Association des maires du Canada réclamant une aide financière pour les travaux municipaux?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Je ne sais pas si une telle demande est parvenue à mon bureau, monsieur l'Orateur, mais je me renseignerai volontiers.

RADIO-CANADA

A PROPOS DU REPORTAGE DU MINI-CONGRÈS D'UN CERTAIN PARTI POLITIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Pourrait-il nous dire s'il est au courant de la politique ou de l'attitude de la société Radio-Canada à propos du reportage sur le mini-congrès d'un certain parti qui doit avoir lieu à Montréal en fin de semaine?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que cette question, telle que posée, n'est pas recevable. S'il y a vraiment urgence, l'honorable député pourrait en discuter au moment de l'ajournement, ce soir.

M. Fortin: Est-ce que je peux poser ma question autrement, monsieur l'Orateur?

Le secrétaire d'État peut-il nous assurer que la société Radio-Canada dépêchera au moins 100 journalistes à ce mini-congrès?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question est encore moins recevable.

[Traduction]

LE DIFFÉREND AVEC LES TECHNICIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je veux poser